

FRANÇOIS HINCKER

# La Révolution française et l'économie

**De 1750 à 1815**

Avant-propos de Philippe Minard

**ARMAND COLIN**

## Collection Cursus

Cette nouvelle édition a été partiellement amendée par Philippe Minard  
(université Paris 8 et EHESS)

Illustration de couverture : Tableau des papiers et monnoyes avec l'échelle de proportion  
de leur valeur pendant leurs cours adopté par le conseil des anciens le 5 messidor an V.  
D'après A.A. Lejeune.

Mise en page : Belle Page

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour

les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du

Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).



© Armand Colin, 2023

1<sup>ère</sup> édition Nathan, 1989

Armand Colin est une marque de

Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-63652-4

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Sommaire

Avant-propos

La Révolution française :  
décollage ou catastrophe économique ? 9

## **INTRODUCTION**

### **UNE CONTROVERSE ACTUELLE 13**

1. Une Révolution bourgeoise ? 16
2. Trop ou pas assez bourgeoise ? 21
3. La Révolution, une catastrophe nationale ? 22

## **PARTIE 1**

### **L'ANCIEN RÉGIME ÉCONOMIQUE 25**

#### **1 Questions de méthode 27**

- Deux voies d'approche 28
  - Quatre constats... 29
  - ... et des images fausses 29

#### **2 Un puissant potentiel productif 33**

1. La totalité du sol mise en valeur 33
2. Partout l'eau et le bois 35
3. Les autres matières premières 38
4. « La grande nation riche en hommes » 41
5. Un mouvement démographique contradictoire 42

6. Population et économie	45
Les routes de la corvée royale	46
<b>3 Une croissance...</b>	<b>49</b>
1. L'agriculture : des progrès, mais lesquels ?	49
2. Les entreprises « industrielles »	53
Les diverses formes de manufactures	55
3. La croissance industrielle	60
4. La croissance commerciale	61
Le commerce intérieur	61
Le commerce extérieur	62
<b>4 Mais de faibles progrès</b>	<b>65</b>
1. Une productivité étale	66
Des îlots d'innovations	68
2. L'État responsable ?	70
Court terme et long terme	71
3. Les blocages de l'investissement : l'épargne paysanne	74
4. Le comportement des possédants	75
5. L'impérialisme de la rente	78
<b>5 La crise de 1788-1789</b>	<b>81</b>
1. La propagation de la crise	81
2. La crise industrielle	84
3. La crise financière	86
<b>PARTIE 2</b>	
<b>L'ÉCONOMIE FRANÇAISE</b>	
<b>PENDANT LA DÉCENNIE RÉVOLUTIONNAIRE</b>	<b>91</b>
<b>6 La génération révolutionnaire et l'économie</b>	<b>93</b>
1. L'état de l'opinion publique en 1789	94
L'importance du politique	96

2. La culture économique des élites	101
Ultralibéralisme et volontarisme	102
3. L'influence de la physiocratie	103
4. Un courant « économiste »	106
Un clivage entre deux systèmes intellectuels	109
5. Une économie politique populaire	111
6. Un libéralisme tempéré	113
7. Les centres de décision	116
Des comités aux ministères	116
8. Au seuil de l'âge d'or de la statistique	118
9. Les « entrepreneurs » en Révolution	122
Le transfert du capital vers le foncier	125
Ils vécurent...	125
10. Permanence et renouvellement de la bourgeoisie	128
<b>7 La Révolution et les structures de l'économie</b>	<b>133</b>
1. Une baisse des prélèvements	134
L'abolition des droits seigneuriaux	138
2. Les conséquences sur l'agriculture et l'industrie	139
3. Biens nationaux et industrie	141
4. Biens nationaux et agriculture	142
5. La Révolution et la propriété. Le droit successoral	144
Vers un partage successoral égal	146
6. La Révolution et la propriété : la terre	147
Des décisions incomplètes et contradictoires	150
7. La propriété industrielle et commerciale	152
L'abolition des corporations	152
... et l'interdiction des associations	153
La libération des échanges intérieurs	155
8. L'utilité publique	156
La propriété du sous-sol	156
9. Le progrès technique encouragé	157
La création des grandes écoles	158

10. Naissance du « brevet » d'invention	162
11. Le « Grand Livre » de la dette publique	164

## **8 L'économie dans la tourmente de l'inflation et de la guerre** **171**

1. Les assignats avant les assignats	174
2. Les assignats deviennent une monnaie	177
3. Les débuts de l'inflation	178
Un premier bilan de l'assignat	178
L'inflation du « signe » monétaire	179
4. La « terreur » financière	181
5. L'hyperinflation	183
6. Les deux faces de l'histoire monétaire de la Révolution	184
Une purge	185
7. Pénurie alimentaire et guerre	186
L'enchaînement des problèmes	187
8. Le premier maximum (4 mai 1793)	191
9. Le maximum général du 29 septembre 1793	193
10. Les autres aspects de la « terreur » économique	195
Le démantèlement du dirigisme	196

## **9 La conjoncture de la décennie 1789-1799** **197**

1. Une assez bonne conjoncture agricole	197
2. De violents contrastes dans l'industrie et le commerce	198
3. Le bilan de la décennie	204
Le bilan démographique	205

## **PARTIE 3**

### **L'ÉCONOMIE DE LA FRANCE NAPOLÉONNIENNE** **209**

#### **10 La croissance dans la guerre** **211**

1. Le coup d'État de Brumaire et les milieux d'affaires	212
Une vague d'optimisme	213

2. La continuité démographique	214
La mortalité infantile et la natalité en régression	216
3. Une prospérité paysanne	217
Une incontestable augmentation des revenus	217
4. Industrie : rattrapage ici	219
5. Industrie : révolution là...	223
L'industrie chimique	223
L'industrie cotonnière	225
6. Les facteurs de la croissance	230
La croissance par la guerre	232
La croissance par la demande	233
7. Le commerce extérieur : derechef, l'hémiplégie	236
8. Les premières crises capitalistes : 1805, crise financière	240
9. 1810-1812, crise industrielle	242
Le retour à la police des grains	243
<b>11 Les « masses de granit »</b>	<b>247</b>
1. Un personnel administratif héritier de l' <i>Encyclopédie</i>	248
2. La première administration de la statistique	251
3. L'achèvement du cadre institutionnel	254
La loi minière	254
4. Les grands codes	255
Le Code civil	257
5. La renaissance de la fiscalité indirecte	258
6. Un régime qui n'emprunte pas	262
7. Le franc	264
8. La Banque de France	265
La charte de la Banque	266
9. Les limites : insuffisance de la circulation monétaire	268
Pas de budget, mais une Cour des comptes	269

<b>Conclusion</b>	
<b>Une France de propriétaires, pas une France de capitalistes</b>	<b>271</b>
1. Ralentissement de la croissance et construction de l'ordre nouveau	272
Les conséquences de la perte des colonies	275
2. Continuité : la terre, la pierre, la rente contre l'entreprise	277
L'agriculture retardataire ?	279
3. Un modèle français ?	281
4. Révolution politique, évolution économique et sociale, tel est le modèle français	283
<b>Bibliographie</b>	<b>287</b>
<b>Index</b>	<b>289</b>
<b>Tables des encadrés</b>	<b>293</b>



# ■ Avant-propos

## La Révolution française : décollage ou catastrophe économique ?

L'histoire économique de la Révolution française demeure un champ de savoir et d'étude à la fois vivant et disputé. La synthèse proposée par François Hincker, dont ce livre constitue la seconde édition, fournit aux étudiants et à tous les lecteurs curieux un bagage solidement étayé et agréable à lire. Si les recherches se sont affinées depuis sa première parution, au moment du Bicentenaire de la Révolution, les lignes de force de l'interprétation n'ont pas pris une ride, et l'ouvrage, toujours très utile, n'a pas été remplacé.

Le plan du livre est conforme à son objectif pédagogique : il s'agit de comprendre ce que la Révolution a fait à l'économie, tout en interrogeant symétriquement les possibles origines économiques de 1789. La première partie propose donc un tableau de l'économie française au XVIII<sup>e</sup> siècle, en décrivant les structures de ce que le grand historien Ernest Labrousse a appelé « l'Ancien Régime économique », mais aussi

la conjoncture de crise des dernières années du règne de Louis XVI et les facteurs de blocage, au terme d'une longue onde de croissance d'ensemble. « Révolution de la misère » avait dit Michelet (1847), insistant sur la détresse paysanne. « Révolution de la prospérité », avait répondu Jaurès (1901), soulignant la frustration de bourgeois enrichis. La deuxième partie, consacrée à la décennie révolutionnaire proprement dite, analyse la conjoncture heurtée, les terribles secousses de la guerre et de l'inflation, en même temps que les changements institutionnels et leur impact sur la société et l'activité économique. La troisième partie, enfin, permet de comprendre la reconstruction administrative et sociale amorcée par Napoléon, et d'établir en conclusion un premier bilan post-révolutionnaire : la Révolution a-t-elle compromis la croissance et entraîné un décrochage par rapport à l'Angleterre ? Ou bien, au contraire, les transformations juridiques et institutionnelles, la vente des Biens nationaux et le désendettement massif provoqué par la baisse des assignats ont-ils facilité le décollage économique et l'industrialisation ?

Cette dernière interrogation, posée dès l'époque de la Révolution par les contemporains eux-mêmes, n'a cessé depuis d'obséder les historiens. François Hincker avait donné à son ouvrage un sous-titre qui se voulait un brin provocateur : « décollage ou catastrophe ? ». Mais il montrait, dans le même temps, que cette approche polémique a en fait contribué à obscurcir le problème. Les contempteurs de la Révolution sont enclins à dresser un tableau idyllique du règne de Louis XVI, en gommant tous les indices de crise, afin de mieux noircir, par contraste, la période suivante, en prétendant établir le « coût » de la Révolution, comme si celle-ci était un phénomène exogène qui serait venu de l'extérieur perturber le cours normal des choses, comme si elle n'avait aucune origine économique ou sociale. Inversement, les historiens qui soulignent les blocages de l'Ancien Régime économique tendent à valoriser la Révolution comme accélérateur d'une « transition du féodalisme au capitalisme » qui s'inscrirait dans le sens de l'Histoire : on aura reconnu là l'interprétation dite, à tort, « marxiste ». À tort, car on serait bien en peine de trouver chez Marx la moindre phrase qui interprêtât la Révolution comme le produit d'une évolution des rapports de production dans un sens capitaliste.

C'est en fait Jaurès qui porte la paternité de cette historiographie plus « jacobine » que marxiste. Marx avait parlé de révolution bourgeoise, certes, mais pas de révolution « capitaliste ». Bien des auteurs ont pourtant fait comme si ces termes étaient équivalents. De même qu'on a souvent confondu les notions de capitalisme et d'économie de marché, glissant sans contrôle d'un terme à l'autre. À rebours de ces confusions, François Hincker souligne, dans sa conclusion lumineuse, que la France issue de la Révolution est plus une société de propriétaires que de capitalistes : la valeur sociale dominante, c'est la propriété plus que le profit, l'épargne bourgeoise plus que l'investissement.

Les voies empruntées par la recherche récente n'ont pas démenti son diagnostic d'ensemble, mais bien des questions ou des aspects de la vie économique sont aujourd'hui mieux étudiés. Pendant longtemps, focalisés sur toutes les transformations induites par les bouleversements politiques et par les impératifs de la guerre, les historiens ont été plus attentifs aux dimensions perturbatrices de la Révolution : on s'attache maintenant plus fortement aux aspects « normaux » de la vie économique. Ainsi, le marché foncier ne se réduit pas aux seules ventes de Biens nationaux, même si les travaux se poursuivent pour mesurer l'impact de celles-ci. De même, la consommation, devenue un thème majeur des travaux sur le XVIII<sup>e</sup> siècle, a longtemps été négligée au profit de l'analyse des aléas de la production et du commerce. Dans l'ensemble, les travaux récents s'attachent à scruter de façon plus précise les comportements et les stratégies des acteurs, entre adaptation, résistance ou parade aux chocs, et capacité à saisir les opportunités nouvelles. Ils sont également plus attentifs aux décalages sectoriels ou spatiaux, aux discordances dans les réactions aux divers chocs (guerre, inflation...) : s'ils ne renoncent pas à affiner les pesées globales et les agrégats économiques, ces travaux entendent articuler plus précisément les différents niveaux d'analyse et les échelles d'observation. La bibliographie indicative mise à jour à la fin du volume permettra au lecteur d'aller plus loin et de mesurer la pertinence de la belle synthèse offerte par François Hincker.

Philippe Minard,  
professeur à l'université Paris 8 et directeur d'études à l'EHESS.

## POIDS ET MESURES D'ANCIEN RÉGIME

Avant la mise en place (lente) du système métrique, on utilise des systèmes de mesure très variés, et trompeurs : une même dénomination recouvre des valeurs différentes d'une région à une autre.

### Mesures de longueur et de distance

L'unité la plus usitée est la perche, divisée en un nombre variable de pieds (32,48 cm). Le pied est subdivisé en 12 pouces de 2,70 cm. On utilise aussi la toise, d'une valeur de 6 pieds (1,95 m) à Paris.

Pour les grandes distances, on compte en lieues : « lieue commune » de 4,444 km ou « lieue de poste » de 3,898 km, mais aussi « lieues de pays », variables selon les régions.

### Mesures de superficie

La plus répandue dans le Nord et le Centre est l'arpent, qui contient 100 perches (sous-entendu : carrées). Il varie donc suivant la longueur de la perche et le nombre de pieds qu'elle contient. On distingue notamment l'arpent du roi (100 perches de 22 pieds = 51,07 ares), l'arpent commun (100 perches de 20 pieds = 42,21 ares) et l'arpent de Paris (100 perches de 18 pieds = 34,19 ares).

### Mesures de capacité pour les grains

Les plus répandues sont le muid, le setier (1/12 de muid), la mine (1/2 setier), le minot (1/4 de setier) et le boisseau (1/12 de setier). Leur valeur varie selon les endroits et les produits. À Paris, le setier de froment équivaut à 1,561 hl, et le boisseau à 13 litres. Mais le setier d'avoine équivaut à deux setiers de blé, soit 3,12 hl.

### Mesures de capacité pour les liquides

Les unités de base sont la pinte (= 0,931 litre à Paris) et le muid (à Paris, le muid contient 288 pintes, soit 268 litres)

### Mesures de poids

L'unité de poids la plus courante est la livre qui, selon les provinces, varie de 300 à 600 grammes. La livre de Paris pèse 489,5 g, et est divisée en 2 marcs (244,75 g), 16 onces (30,59 g) et 128 gros (3,82 g).

### Monnaie de compte

Pour exprimer les valeurs comptables, on utilise la livre tournois, et ses subdivisions : 1 livre vaut 20 sous (ou sols) et 1 sou vaut 12 deniers.

En 1726, le cours de la livre est stabilisé sur la base de 4,45 g d'argent ou 0,320 g d'or. Valeur reprise en 1803, pour la création du « franc germinal » (ou « franc-or » en usage jusqu'en 1914).

Pour plus de détails, voir Vincent Milliot et Philippe Minard, *La France d'Ancien Régime*, Paris, Armand Colin « Cursus », 2018, p. 193-194.

# Introduction

## Une controverse actuelle

*Le temps de l'économie n'est pas celui de la politique. Sauf lorsque ce qui se passe dans la sphère politique travaille les structures sociales et les conditions juridiques de la production et des échanges. Ce fut évidemment le cas pendant la Révolution française, d'autant plus qu'aujourd'hui tous les historiens rangent sous ce vocable non seulement la décennie 1789-1799 (à la fin de cette année-là, c'est le « coup d'État du 18 brumaire » de Bonaparte) mais aussi les régimes « napoléoniens » du Consulat et de l'Empire (1799-1815). La Révolution française dura 26 ans. Par elle-même cette durée justifierait la pertinence d'un ouvrage sur l'économie pendant la Révolution française. De fait, celui-ci tentera de faire le point là-dessus. Mais son projet est autre.*

*Certes, plus personne ne soutiendrait que la Révolution fit table rase du passé français, mais enfin, que l'essentiel de la France contemporaine sortit d'elle est une idée dont la banalité n'efface pas la vérité. On peut donc émettre l'hypothèse que pour l'économie aussi la Révolution produisit des effets (nous employons à dessein le terme le plus neutre possible) de longue durée. Ce sont ses effets – parlerons-nous alors de traces, de conséquences, d'héritages, de pesanteurs, d'impulsions ? – que nous voudrions repérer et apprécier.*

*Or, en comparaison des études savantes et/ou vulgaires consacrées aux dimensions sociales, politiques, juridiques et culturelles des rapports entre Révolution et France du XIX<sup>e</sup> siècle, voire du XX<sup>e</sup> siècle, les travaux animés*

*d'une démarche analogue et portant sur la dimension économique sont beaucoup plus récents, beaucoup moins nombreux, beaucoup plus lacunaires. Nous prévenons le lecteur : c'est l'état de lieux mal défrichés, un procès-verbal de l'activité d'un chantier peu fébrile, que nous voulons dresser.*

*Si peu fourni soit-il, le « bilan économique. » de la Révolution n'en a pas moins suscité les passions coutumières qui entourent l'évocation de celle-ci. Sur ce terrain, la délimitation des « fronts » n'est pas la même que sur les autres. On sait que, sauf exceptions excentriques, dans la communauté scientifique et plus largement dans la communauté nationale, la condamnation globale du fait révolutionnaire français n'existe plus comme au XIX<sup>e</sup> siècle; les débats, pour ne pas dire les combats, opposent les tenants de « 89 » et les tenants de « 93 ». Par contre, le bilan économique de la Révolution, toutes périodes confondues, fait ici ou là l'objet d'une appréciation tout à fait négative. Beaucoup ne trouvent pas grand-chose à en sauver. Ce à quoi d'autres estiment de leur devoir républicain de voler au secours de ce bilan, coûte que coûte. Nous ne pourrons pas éviter d'évoquer ces querelles qui, en tout état de cause, eurent le mérite de provoquer enfin de vraies recherches. Grâce auxquelles nous connaissons un peu moins mal cette économie de la Révolution française, autour de laquelle on s'était sans attendre empoigné...*

## **LA VISION CLASSIQUE DE LA RÉVOLUTION « BOURGEOISE »**

### **1. Barnave (1793)**

« Le principe démocratique, qui fut presque étouffé dans tous les gouvernements d'Europe tant que dura l'énergie du régime féodal, ne cesse depuis lors d'acquiescer des forces et de tendre à son développement.

Tandis que les arts, le commerce et le luxe enrichissent la partie industrielle du peuple, appauvrissent les grands propriétaires de terre et rapprochent les classes par la fortune, les sciences et l'éducation les rapprochent par les mœurs et rappellent les hommes aux idées primitives de l'égalité.

À ces causes naturelles s'est jointe presque partout l'influence de la puissance royale ; longtemps opprimée par l'aristocratie, elle a appelé

le peuple à son secours. Le peuple sert longtemps d'auxiliaire au trône contre leurs ennemis communs ; mais lorsqu'il a acquis assez de forces pour ne plus se contenter d'un rôle subordonné, il fait explosion et prend sa place dans le gouvernement.

Diverses causes peuvent presser ou retarder cette marche naturelle ; mais la plus puissante est certainement la situation géographique des diverses contrées ; plus elle les appelle au commerce et à la navigation, plus elle les rapproche du reste du monde et plus tôt la puissance démographique devra s'y développer. Plus cette situation les isole, les enchaîne aux travaux de l'agriculture et les expose aux fureurs de la guerre et plus tard le peuple y sentira ses forces et y connaîtra ses droits.

Tout était prêt en France à une révolution démocratique lorsque l'infortuné Louis XVI est monté sur le trône... »

Source : Antoine Barnave, *De la Révolution et de la Constitution*, rééd. Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1988, p. 99.

## 2. Tocqueville (1856)

« La vue de cette prospérité déjà si grande et si croissante a lieu d'étonner, si l'on songe à tous les vices que renfermait encore le gouvernement et à toutes les gênes que rencontrait encore l'industrie... En dépit de tout cela [la France] commençait pourtant à s'enrichir et à se développer de toutes parts, parce qu'en dehors de tous ces rouages mal construits et mal engrenés qui semblaient destinés à ralentir la machine sociale plus qu'à la pousser, se cachaient deux ressorts très simples et très forts, qui suffisaient déjà pour tenir tout ensemble et faire tout marcher vers le but de la prospérité publique : un gouvernement resté très puissant en cessant d'être despotique, qui maintenait l'ordre partout ; une nation qui, dans ses classes supérieures, était déjà la plus éclairée et la plus libre du continent, et au sein de laquelle chacun pouvait s'enrichir à sa guise et garder sa fortune une fois acquise. »

Source : Alexis de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, rééd. Paris, Bouquier-Laffont, 1986, p. 1056.

### 3. Jaurès (1900)

« Il suffit de lire le tableau tracé par Roland de la Platière, dans *l'Encyclopédie Panckoucke*, de l'activité de quelques grandes industries, il suffit aussi de relever les indications contenues à cet égard dans les cahiers des états généraux pour constater que la production industrielle était tous les jours plus intense... Elle était assez développée pour donner à la bourgeoisie une force décisive... L'industrie française était assez active pour donner à la bourgeoisie dirigeante et entreprenante une force et une conscience révolutionnaires... Il n'y avait presque pas de province qui fût dépourvue d'industrie. »

Source : Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, rééd. Paris, Messidor, 1983, tome I, p. 134.

## 1. Une Révolution bourgeoise ?

*Chantier récent, avons-nous dit. Rappelons que toute histoire économique fut pratiquement inexistante avant 1900, et que par ailleurs la grandeur et la survivance des enjeux politiques et idéologiques apparus pendant la Révolution fascinaient trop les chercheurs pour que l'observation des triviales réalités de l'économie les retînt. Ajoutons qu'elles auraient requis l'usage du chiffre, auquel répugnaient ce qu'on n'appelait pas encore les sciences humaines.*

*Certes significative d'une évolution, la création en 1903, à l'initiative de Jaurès et bénéficiant de subventions officielles, de la Commission pour la publication des documents sur l'histoire économique et sociale de la Révolution ne doit pas faire illusion : elle permit une production massive et remarquable de recherches sur la Révolution « par en bas », et non plus seulement sur la classe politique révolutionnaire, mais elle fut un lieu d'histoire essentiellement sociale. Il fallut attendre les années 1930 pour que la période bénéficiât au moins indirectement, de la naissance de l'histoire économique, elle-même suscitée par le besoin de comprendre la grande crise. Il est impossible ici de ne pas évoquer le nom d'Ernest Labrousse et son Esquisse du mouvement des prix et des revenus en France au XVIII<sup>e</sup> siècle (1933) que*



*prolongea* La Crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution (1944).

*Cependant, dès la Révolution même et pendant le XIX<sup>e</sup> siècle, s'était répandue une vulgate, informulée et même impensée en termes économiques, qui induisait un point de vue sur notre sujet, la Révolution et l'économie : la Révolution française est une révolution bourgeoise.*

*Ce n'est pas Marx, cela va sans dire mais cela va mieux en le disant, qui inventa la théorie selon laquelle l'Histoire n'est que celle des luttes de classes. De Siéyès, prophète à chaud du sens de la révolution qui s'annonce (Qu'est-ce que le tiers état, 1789) à Tocqueville (L'Ancien Régime et la Révolution, 1856), en passant par Barnave, lui aussi acteur de l'événement et son premier commentateur (Introduction à la Révolution française, écrite en 1793 et publiée en 1843), et tous les grands historiens romantiques, Thiers le premier, il va de soi que la Révolution promut en France au pouvoir politique une bourgeoisie qui depuis longtemps avait conquis le pouvoir de la fortune et l'activité dans les choses utiles à la nation. Comme il va non moins de soi que la Révolution fut la fille des Lumières dont le « progrès » était une des valeurs essentielles ; comme on constate, un demi-siècle ou un siècle après cette Révolution, que la France s'industrialise, se couvre de routes et de chemins de fer, et que les Français se nourrissent mieux, la triade : Lumières – Révolution bourgeoise – progrès économique constitue une devise beaucoup plus consensuelle que l'autre : Liberté, égalité, fraternité, trop républicaine pour plaire aux libéraux.*

*On discute déjà de la nécessité historique des regrettables épisodes terroristes et napoléoniens, mais il est évident pour tous que la Révolution avait accéléré cette marche vers le progrès. On n'éprouve le besoin, ni politique ni intellectuel, de se pencher plus particulièrement sur cette dimension économique, de comparer le rythme et les modalités de cette marche avec celle des pays voisins. Les notions d'avance, de retard, de croissance, de développement n'ont en tout état de cause de sens que dans l'univers de la science ou de l'idéal politique.*

## CHRONOLOGIE POLITIQUE

1715-1774	Louis XV
1774-1776	Louis XVI « ministère Turgot »
1776-1781	Louis XVI « ministère Necker »
1787-1788	Louis XVI « ministère Brienne »
Août 1788	Rappel de Necker (« ministre » jusqu'en septembre 1790)
Printemps 1789	Rédaction des cahiers de doléances
Mai 1789-juin 1789	États généraux...
Juin 1789-septembre 1791	... devenus Assemblée constituante [à droite, les Noirs hostiles à la Révolution ; au centre droit, les monarchiens (Mounier) ; au centre gauche, les patriotes (Barnave, Mirabeau, La Fayette, Sieyès) ; à gauche, les démocrates (Robespierre, Grégoire)]
Septembre 1791-août 1792	La Législative [à droite, les feuillants, à gauche, les Jacobins (Brissot) : mais aucun constituant n'était rééligible]
10 août 1792	Chute de la monarchie
10 août 1792-20 septembre 1792	Le pouvoir est en fait exercé par la Commune de Paris (Danton)
21 septembre 1792-octobre 1795	La Convention (suffrage universel) [à droite, les Girondins (Brissot, Roland, Condorcet) ; au centre, la Plaine, dont certains députés rejoindront la Montagne (Cambon) ; à gauche, la Montagne (Robespierre. Saint-Just)]
dont septembre 1792-juin 1793	Convention dite girondine
Juin 1793-juillet 1794	Convention dite montagnarde - Pouvoir exécutif exercé par le Comité de salut public (période dite du gouvernement révolutionnaire ou de la Terreur)
Juillet 1794-octobre 1795	Convention dite thermidorienne (toutes les tendances sauf la fraction robespierriste de la Montagne)

## CHRONOLOGIE POLITIQUE (suite)

Octobre 1795-novembre 1799	Le Directoire (deux assemblées renouvelées chaque année par tiers ; une « présidence de la république » collégiale)
dont octobre 1795-mai 1796	Prépondérance du courant néo-jacobin
Mai 1796-septembre 1797	Prépondérance du courant royaliste
Septembre 1797-novembre 1799	Prépondérance du courant jacobin
Novembre 1799-décembre 1805	Après le coup d'État de brumaire le Consulat : pouvoir personnel de Bonaparte. Le régime parlementaire devient formel
Décembre 1805-avril 1814	L'Empire, même régime que le Consulat, pouvoir personnel désormais monarchique. Plus d'élections : les membres des Assemblées sont choisis parmi des listes de notables

## CHRONOLOGIE MILITAIRE

Avril 1792	Début de la guerre
Avril 1792-septembre 1792	Défaites et invasion
Septembre 1792-janvier 1793	Victoires et annexions
Janvier 1793-été 1797	Première coalition générale contre la France (défaites jusqu'en hiver 1793, conjuguées avec la Vendée et la guerre civile - victoires et annexions ensuite)
Été 1797-printemps 1799	L'Angleterre reste seule en guerre. Annexions ou quasi-annexions maximales
Printemps 1799-1802	Deuxième coalition générale (défaites en 1799, pertes de la plupart des annexions, puis victoires et reconquêtes)
1802-1803	Paix d'Amiens
1803-1814	Guerre incessante (victoires ininterrompues jusqu'en 1809 : la France des 130 départements, le reste de l'Europe satellisée. À partir de 1806 : blocus continental. À partir de 1812, reflux de la Russie et finalement invasion de la France au printemps 1814)

## LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, INSUFFISAMMENT BOURGEOISE ?

### 1. Saint-Simon (1821)

« Puisque la Révolution française avait pour cause fondamentale le changement des forces qui s'était opéré au temporel et au spirituel, le seul moyen de la diriger convenablement était, sans doute, de mettre en activité politique les forces qui étaient devenues prépondérantes ; et tel est encore aujourd'hui le seul moyen de la terminer. Il fallait donc appeler les industriels et les savants à former le système politique correspondant au nouvel état social (...) La révolution a donc été bien commencée. Pourquoi a-t-elle été presque immédiatement jetée dans une fausse route ? (...) Dans les deux ou trois derniers siècles, ce sont les légistes et les métaphysiciens qui ont occupé presque exclusivement la scène politique, et les communes [le tiers état] ont peu à peu contracté l'habitude de voir en eux les défenseurs nés de leurs intérêts généraux. »

Source : Henri Saint-Simon, *Du système industriel*, Paris, Renouard, 1821, p. 51.

### 2. Georges Lefebvre (1932)

« La Révolution française a réalisé un compromis. La transformation capitaliste de l'agriculture qui s'était amorcée sous l'Ancien Régime a vu disparaître une partie des obstacles qui encombraient sa voie, mais les usages collectifs n'ont pas été supprimés brutalement : on s'en est remis au temps et à l'intérêt personnel pour persuader les paysans de les abandonner ; en fait, ils ont persisté à peu près tels quels jusqu'à une époque très proche de nous et ils n'ont pas disparu tout à fait (...) Plus grave encore peut-être est la difficulté que le morcellement de la propriété et de l'exploitation oppose toujours à l'introduction des procédés capitalistes de la culture contemporaine. Ainsi l'évolution capitaliste a été très lente et elle est restée très imparfaite ; elle n'a pas détruit l'autonomie du petit producteur rural qui est la base de notre démocratie politique. Mais si notre évolution agraire ne peut pas s'enorgueillir des mêmes progrès économiques que tels autres pays, elle a causé moins de souffrances et a été plus humaine. C'est que la France a connu une révolution paysanne. »

Source : Georges Lefebvre, « La Révolution française et les paysans », in *Études sur la Révolution française*, Paris, PUF, 1954, p. 267.

## 2. Trop ou pas assez bourgeoise ?

*La seule contestation frontale de cette vulgate, venue des milieux légitimistes et particulièrement de l'Église, mettait l'accent sur tout le contraire d'un « retard français » : si les Lumières, la Révolution, le libéralisme économique et politique étaient intrinsèquement pervers, c'est parce qu'ils valorisaient le progrès matériel, symbolisé par la ville et l'usine, lieux de perte pour les valeurs terriennes, familiales et religieuses, pour l'ordre naturel et moral des choses, voulu par Dieu.*

*À l'autre extrémité de l'éventail politique, celui qui se rapprocha le plus de la problématique d'un retard économique français dû à la Révolution fut Saint-Simon. Dans *Du système industriel* (1821), il a l'intuition que le développement industriel et commercial était en France bien insuffisant, les « classes stériles » continuant à occuper des positions sociales et politiques au détriment des « industriels », c'est-à-dire de la véritable bourgeoisie, du véritable tiers état. S'il en est ainsi, c'est parce que la Révolution fut faite non par ces industriels mais par des « légistes ».*

*Il fallut attendre plus de cent ans pour que cette intuition provocatrice d'une France insuffisamment bourgeoise, en quelque sorte, parce que fille d'une révolution qui le fut elle-même insuffisamment, trouve un écho qui, depuis, n'en finit pas de rebondir.*

*Le premier à le réveiller fut Georges Lefebvre, pourtant représentant typique de l'historiographie révolutionnaire dominante depuis son institutionnalisation dans les années 1880, républicaine de gauche, voire socialisante. Auteur d'une admirable thèse sur *Les Paysans du Nord pendant la Révolution* (1924), il en développa les conclusions dans deux conférences prononcées à la Sorbonne les 12 et 14 décembre 1932 sur « la Révolution française et les paysans ». Quoique se situant exclusivement au plan de l'économie agricole, Georges Lefebvre, dans un vocabulaire teinté de marxisme, soutient lui aussi que la Révolution française ne fut que très imparfaitement capitaliste, moins par la persistance de l'influence des classes stériles, qu'au contraire par la persistance de la toute petite exploitation et des droits collectifs. Il renforce sa démonstration par des comparaisons entre le mode de production agricole français du XIX<sup>e</sup> siècle et celui de l'Angleterre, jugé*

*implicitement comme modèle parfait de capitalisme. Cette démarche comparative sera appelée à un grand avenir.*

*Mais le penchant égalitaire de Georges Lefebvre le conduisait à apprécier positivement cet inachèvement du capitalisme agraire français : Il était le prix à payer pour que la démocratie politique et l'heureuse interaction entre l'aspiration à la liberté et l'aspiration à l'égalité (cette interaction que Tocqueville jugeait déjà si spécifiquement française) épargnent à la masse profonde du peuple français la sauvagerie d'un capitalisme débridé à l'anglaise.*

### **3. La Révolution, une catastrophe nationale ?**

*C'est pourquoi ce n'est pas sur cette découverte, étayée par une immense érudition, de Georges Lefebvre que s'appuya la révision politiquement libérale de l'interprétation optimiste du bilan économique à long terme de la Révolution française. Les prémonitions de Saint-Simon furent d'abord réactualisées par des historiens anglo-saxons, d'un point de vue plus sociologique qu'économique. Le point de départ de cette révision fut la conférence du Britannique Alfred Cobban (« Le Mythe de la Révolution », 1954) que suivirent ses propres essais et de nombreuses recherches monographiques conduites en France par des Anglais et des Américains. Cette contestation du caractère bourgeois de la Révolution française peut prendre la forme modérée d'une typologie des différentes strates de cette bourgeoisie française de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, d'une évaluation des composantes – capitalistes ou non – de sa fortune et de son revenu, d'une appréciation du rôle joué par ces strates dans l'événement révolutionnaire. Elle peut prendre la forme extrême du refus de considérer la Révolution française comme une révolution sociale : elle relèverait exclusivement de l'histoire politique et idéologique. Elle peut prendre la forme intermédiaire de la thèse d'une révolution des « élites » (mixte d'une partie de l'aristocratie et d'une partie de la bourgeoisie unie par une vision commune, libérale sur tous les plans, y compris économique), sorte de « gentry » française. En 1965, François Furet et Denis Richet (La Révolution française) relayèrent cette thématique.*

*C'est en 1966 qu'une phrase de conclusion – une phrase seulement! – de l'article de François Crouzet publié dans les Annales, E.S.C. sur « l'Angleterre et la France au XVIII<sup>e</sup> siècle : analyse comparée de deux croissances économiques », posa enfin en termes strictement économiques (et sous les formes les plus modernes de l'économie, quantitative) la question du bilan de la Révolution française : « À cette date [c'est-à-dire 1786, où fut conclu le traité commercial franco-anglais], la supériorité de l'Angleterre était déjà très nette, mais son industrie entrait juste dans la phase de croissance rapide et de changements révolutionnaires généralisés ; le retard de la France n'était pas désastreux, et la révolution industrielle allait peut-être y démarrer avec un décalage de quelques années seulement par rapport à l'Angleterre. Mais la "catastrophe nationale" que la Révolution et vingt années de guerre furent pour l'économie française allait aggraver ce décalage et le rendre irrémédiable. En 1815, il devait être beaucoup plus sérieux qu'en 1789, car pendant ce quart de siècle, malgré un effet retardateur des guerres, l'économie britannique avait continué à croître et à se transformer rapidement. »*

*Catastrophe nationale, le mot était lâché. D'autre part, l'affirmation était lancée à travers la conceptualisation typiquement contemporaine du sous-développement : démarrage, croissance, retard, tout à fait étrangère à la culture des historiens de la Révolution française. À vrai dire, le scandale vint de ce qu'un éminent historien économiste français reprit à son compte le point de vue d'un certain Francis d'Ivernois, émigré suisse en Angleterre, qu'il avait lui-même exhumé quatre ans plus tôt (« Les Conséquences économiques de la Révolution. À propos d'un inédit de sir Francis d'Ivernois », Annales historiques de la Révolution française, n° 168 et 169, 1962). L'inédit en question, un « Mémoire sur les avantages et les désavantages d'un traité de commerce avec la République française » de juin 1802, s'inscrivait dans la continuité d'un autre pamphlet de 1799 dont le titre donne sans ambiguïté le dessein (« Tableau historique et politique des pertes que la Révolution et la guerre ont causées au peuple français dans sa population, son agriculture, ses colonies, ses manufactures et son commerce ») et qui est en quelque sorte à l'origine de la « légende noire » de l'économie de la Révolution.*

*La publication de l'article de François Crouzet suscita de vives réactions de la part de la quasi-totalité des historiens de la Révolution française. Mais*

à cette date, les recherches spécifiques sur l'économie de la période étaient rares. Il faut à cette époque quinze à vingt ans pour qu'une thèse d'histoire aboutisse, si bien que ce n'est guère que dans les années 1980 que les matériaux commencent à s'accumuler et que le débat peut être réellement argumenté, de part et d'autre. Ce sont ces matériaux qui naturellement nous ont permis d'écrire ce livre.

## LA VISION PESSIMISTE DU BILAN ÉCONOMIQUE DE LA RÉVOLUTION

Alfred Cobban, *Le Sens de la Révolution française* [1964], Paris, Julliard, 1984.

George Taylor, « Non Capitalist Wealth and the Origins of the French Revolution », *American Historical Review*, LXXII-2, 1967, p. 469-496.

François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France*, Paris, Perrin, 1985 (reprend les articles signalés p. 23).

Guy Chaussinand-Nogaret, « Aux origines de la Révolution : noblesse et bourgeoisie », *Annales E.S.C.*, XXX, 1975/2-3, p. 265-278.

Florin Aftalion, *L'économie de la Révolution française*, Paris, Hachette Pluriel, 1986 (N.B. : Malgré son titre, ce livre est en fait très largement consacré à la question monétaire pendant la Révolution).